

Rwanda : La France empêtrée

Le Front patriotique rwandais (FPR) a annoncé la formation prochaine d'un gouvernement d'union à base élargie dans la ligne des accords d'Arusha. En seront exclues les forces politiques compromises dans les massacres. Le FPR a stoppé mardi sa progression à dix kilomètres de la « zone humanitaire sûre » décrétée par la France à Gikongoro, dans le sud-ouest du pays. Paul Kagamé indique que ses hommes ne chercheront pas l'affrontement avec les paras de l'opération « Turquoise ». Après les déclarations belliqueuses de lundi, la France a hier réaffirmé le caractère strictement « humanitaire » de son intervention. Sur le terrain, cependant, elle fortifie militairement ses positions et se dit prêt à l'affrontement. Le président de Médecins du monde souligne qu'au vu de la situation actuelle, « la France doit s'en aller ». En visite en Afrique du Sud, François Mitterrand et Bernard Kouchner n'ont pas convaincu Nelson Mandela du bien-fondé de l'ingérence française au Rwanda.

La situation au Rwanda ? « Personne ne bouge et tout est calme. » Ainsi l'a résumée mardi après-midi « une source autorisée » à Paris. Déclaration quelque peu surprenante alors que, la veille, un haut responsable militaire français s'attendait à ce que le FPR poursuive son offensive « jusqu'au contact » avec les troupes de l'opération « Turquoise ». C'est dire si l'arrêt de la progression des forces du FPR à une dizaine de kilomètres des positions françaises à Gikongoro — tout comme le calme régnant à Kigali et à Butare — a étonné les responsables français et les embarrassent.

En fait « d'offensive » du FPR, celle-ci s'est déroulée sur le terrain politique. Dans l'après-midi, le commandant Paul Kagamé a, en effet, déclaré depuis Kigali que ses hommes

« ne chercheront pas l'affrontement », avant de rejeter les déclarations belliqueuses de Paris : « Pourquoi des menaces, alors que nous sommes prêts à discuter de la création de zones de protection des civils ? », s'est-il interrogé, estimant qu'il y avait là une « atteinte à la souveraineté du Rwanda ». Des déclarations qui semblent indiquer une volonté du FPR de prendre de vitesse la France, en recherchant une issue rwandaise au conflit.

Nous sommes prêts à discuter

Et Paul Kagamé d'annoncer le plan du FPR : « Nous allons dans les prochains jours former un gouvernement d'unité nationale à base élargie », c'est-à-dire « avec les forces politiques non responsables du génocide »,

et ce dans la droite ligne des accords de paix d'Arusha (Tanzanie) signés en août dernier. Ce dernier a également indiqué qu'une « armée nationale », intégrant des soldats gouvernementaux non impliqués dans les massacres, serait bientôt mise sur pied.

En écho, Faustin Twagiramungu, premier ministre désigné du gouvernement de transition à base élargie issu des accords, a estimé, depuis Bruxelles, que « tout devait être fait pour éviter les accrochages entre les forces du FPR et les éléments de l'opération « Turquoise », afin d'éviter une régionalisation du conflit ». Jugant néanmoins « inacceptable » la « zone de sécurité » instaurée par la France dans le Sud-Ouest du pays, il a estimé que « cette façon d'agir » n'était pas conforme à la résolution 929 des Nations unies, qui a donné son feu vert à une opération strictement humanitaire. Cette zone, a-t-il poursuivi, « fait obstacle » à la mise en place d'une MINUAR II prévue par le Conseil de sécurité.

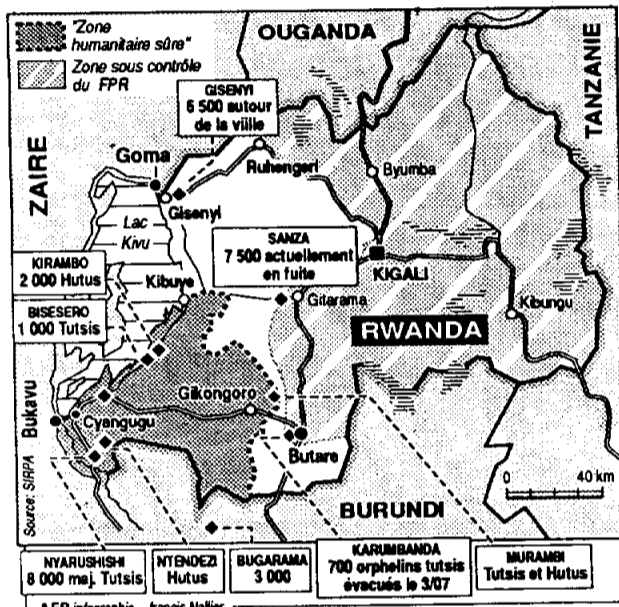
La fameuse « zone de sécurité » de Gikongoro — occupée

à ce jour par 400.000 réfugiés — devient, au fil des heures, un véritable camp retranché. Patrouilles plus nombreuses, installation de missiles... tout est prêt pour accueillir le FPR, qui, selon le Quai d'Orsay, n'est pas « l'ennemi de la France ».

Une « zone humanitaire sûre » selon Paris qui, selon des témoins, n'aurait pas que des réfugiés... Alors que l'ordre a été donné aux paras de faire sortir du camp « les bandes armées qui s'y trouvent », des journalistes ont indiqué hier avoir vu des hommes en uniforme affirmant appartenir à la « défense civile », nom pompeux donné aux milices responsables des massacres. Politiquement, la France semble donc prise à son

propre jeu. Il y a quelque jours, Paris proposait une rencontre entre « les modérés des deux camps ». L'évolution sur le terrain a rendu caduque cette proposition. Au fil des jours, la position française, déjà difficile à supporter, risque d'être tout bonnement intenable. Ou elle persiste à s'ingérer militairement dans les affaires intérieures du Rwanda, en continuant à protéger les tenants de l'ancien régime, avec les risques que cela comporte, ou elle contribue avec les autres forces en présence, donc le FPR, à travailler à un règlement pacifique du conflit. Une chose est néanmoins sûre : la balle est depuis ces dernières vingt-quatre heures dans le camp français. L. F.

● NEW YORK. Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a avalisé mardi la création par la France d'une zone humanitaire sûre au Rwanda, tout en insistant sur la nécessité de négociations entre les Nations unies, le Front patriotique rwandais (FPR) et la France pour éviter le moindre combat. Les membres du Conseil de sécurité avaient été informés samedi de l'initiative française, mais n'avaient pas encore officiellement répondu mardi à une lettre transmise à ce sujet par Boutros-Ghali. Le général canadien Roméo Dallaire, commandant de la mission des Nations unies au Rwanda (MINUAR), le FPR et la France pourraient être impliqués dans ce type de négociations.



Le PC sud-africain dénonce l'intervention

Le Parti communiste sud-africain (SACP, partie prenante du gouvernement d'union nationale en Afrique du Sud) a publié lundi, à l'occasion de la visite de François Mitterrand au Cap, une déclaration sur « le rôle du gouvernement français au Rwanda ».

« Il n'y a pas de gouvernement moins qualifié pour contribuer à la paix au Rwanda que le français », constatent les communistes d'Afrique du Sud, en rappelant que « la France et le régime d'apartheid sud-africain ont collaboré en soutenant ce système de parti unique impitoyable installé après un coup d'Etat militaire en 1975 ».

Le SACP rappelle que, « répondant à une demande précédente de Boutros-

Ghali », réclamant 5.500 hommes supplémentaires de l'ONU, « des pays africains aux armées bien entraînées, y compris le Ghana et le Zimbabwe, étaient prêts à fournir d'autres forces. 4.000 soldats africains étaient mis à disposition de l'ONU à la veille du sommet de l'OUA en juin. On les a fait attendre ». Au moment où le génocide était perpétré au Rwanda, « les Etats occidentaux n'ont pas bougé. Ils ont évité de fournir le soutien logistique et financier aux troupes africaines réclamées pour renforcer le petit contingent encore sur place à Kigali. (...) « François Mitterrand ne peut pas quitter notre pays en croyant qu'il a carte blanche au Rwanda », conclut le PC sud-africain.

Un humanitaire explosif

Que cache la « zone de sécurité » française ?

Manifestement, un partage territorial des tâches : le nord-ouest du Rwanda, réservé à l'armée dite gouvernementale, agent d'un pouvoir auteur du plus grand génocide de la fin du siècle ; le sud-ouest, sanctuarisé sous contrôle français ; les deux appuyés par une logistique basée au Zaïre.

C'est la partition de fait d'un pays auquel on dénie le droit d'effectuer sa révolution démocratique. Après avoir feint de « protéger les Tutsis », on parle de « protéger les civils hutus » : application faussement naïve de l'idéologie raciale apartheid d'Hutu-Tutsi qui conduit toute une région à la catastrophe. L'argument avancé par les tenants de l'opération, à Paris et à New York, c'est la nécessité de protéger la masse des « déplacés hutus ». Mais qui produit ces réfugiés de l'intérieur ? Les opérations militaires assurément. Sans doute aussi la peur du FPR, entretenue depuis des mois par la propagande des radios de Kigali. Très concrètement, enfin, la pression menaçante de

l'armée, des milices et des bourgmestres de l'ancien régime fasciste qui, utilisant la population comme le bouclier humain des groupes de tueurs, ne lui laissent le choix qu'entre la fuite organisée ou la mort méritée pour « complicité avec l'ennemi ». On l'avait vu en mai, avec les réfugiés de l'est, partis en Tanzanie au camp de Baneko avec armes et bagages, et dûment encadrés par les bourgmestres, auteurs des tueries.

Le choix de la préfecture de Gikongoro, pour cette « zone de sécurité », n'est pas innocent. C'est là, dans la grande forêt de Nyungwe, que ce trouve les cultures de cannabis de la maison Habyarimana, dénoncées dans la presse belge depuis 1989, avec tous les trafics et les dessous financiers liés à une telle filière.

C'est aussi, avec le Bugesera à l'est, une des deux régions d'entraînement des milices du parti raciste Palipehutu, qui a enrôlé de nombreux réfugiés burundais avec l'appui du régime Habyarimana. Après avoir participé au génocide rwandais, ce

parti prépare actuellement une offensive à l'ouest du Burundi, les incidents violents se multiplient ces jours-ci, une nouvelle « radio libre », analogue à la trop fameuse Radio des Mille collines de Kigali, lance des appels à une mobilisation anti-tutsi, auxquels font écho les déclarations incendiaires des leaders extrémistes du parti Frodebu, actuellement au pouvoir à Bugumbura. Or, l'arrivée de l'armée française dans la région, loin de calmer le jeu, y est perçue comme une incitation à un nouveau « soulèvement hutu » qui, provoquant la répression d'une armée restée massivement tutsi, entraînerait une « ingérence humanitaire » contre celle-ci. Le risque d'une explosion généralisée est énorme, si « très vite » la communauté internationale ne s'engage pas clairement pour les démocrates de toutes origines, rompant avec les tenants de la purification ethnique. La France n'est, hélas, pas la mieux placée pour un tel projet.

Jean-Pierre Chrétien
Historien au CNRS.